

IMRE BÓC

Grenoble, de l'occupation à la liberté

Roman historique

Traduit du hongrois par l'auteur

Revu par Ilona Genty-Mezei, Jean-Claude Duclos et Claude Collin

Préface de Claude Collin

Notes, bibliographie et iconographie de Claude Collin et Jacques Loiseau

Presses universitaires de Grenoble

Un témoignage éclairant sur une période troublée

C'est bien évidemment Pierre Bolle, historien, directeur avec Jean-Claude Duclos de la collection Résistances des Presses universitaires de Grenoble, qui aurait dû faire cette préface, car c'est lui qui avait pris l'initiative de faire traduire en français le livre d'Imre Bóc. Un autre éminent historien grenoblois, Pierre Broué, qui détenait un exemplaire de cet ouvrage, le lui avait fait passer un jour, dans la mesure où il savait que Pierre Bolle avait un gendre d'origine hongroise, donc susceptible de lire ce livre et d'en rendre compte. Prenant conscience qu'il s'agissait là d'un témoignage fort intéressant sur l'unité grenobloise des FTP-MOI¹ « Liberté » dans les semaines qui précédèrent et celles qui suivirent la libération de Grenoble, Pierre Bolle décidait de faire traduire ce texte, de le préfacer, de l'annoter. La maladie ne lui en a laissé ni la force, ni le temps.

En ce qui me concerne, je connais Imre depuis fort longtemps. Nous nous sommes rencontrés pour la première fois en 1988 à Lyon, à l'occasion d'une réunion amicale des anciens des unités rhônalpines « Carmagnole » et « Liberté » sur lesquelles je commençais alors une recherche². Imre était venu de Budapest et je profitai de son passage en France pour l'interroger sur son passé de résistant. Son témoignage m'apparut d'emblée d'un très grand intérêt. J'avais là un témoin ayant une excellente mémoire, une vraie capacité à raconter et une humilité caractéristique des témoignages les plus fiables.

Je rencontrai par la suite Imre à plusieurs occasions. Il revint en France lorsque je tournai avec Denis Cugnod le film *Étrangers, et nos frères pourtant...* sur les unités FTP-MOI de Lyon et Grenoble. À cette occasion, j'eus de longs entretiens avec Imre qui me raconta ses aventures hongroises après son retour à Budapest. Cet itinéraire, de la fin de la guerre jusqu'aux événements de 1956, me sembla si intéressant que je décidai d'en faire un film, *Rue de la liberté*, que réalisa mon fils Stéphane en 1994, ce qui me donna de nouveau l'occasion de côtoyer Imre, à Budapest cette fois, lors des repérages et du tournage du film.

En 2000, lors de la présentation de mon livre sur « Carmagnole » et « Liberté », Imre, dont le témoignage constituait un élément important de l'ouvrage, revint une nouvelle fois à Grenoble. Il est évident qu'au fil des rencontres, celui qui était pour moi un témoin est devenu un très grand ami. Nos familles respectives se sont rendu visite à plusieurs reprises et il ne s'écoule pas un mois sans que nous échangions une lettre ou, depuis peu, un courriel.

Un itinéraire parfois douloureux, mais passionnant

Imre naît le 3 février 1923 à Budapest en Hongrie dans une famille juive de la classe moyenne. Son père est exploitant forestier. Son grand-père maternel, qui vit en Tchécoslovaquie et chez qui il passe la plus grande partie de ses vacances, joue pour lui un rôle important. C'est un franc-maçon qui l'initie aux valeurs humanistes.

En 1939, alors qu'Imre a seize ans et qu'il vient de terminer sa sixième année dans un lycée de Budapest, ses parents décident de l'envoyer en France. Il ne faut pas oublier qu'un an auparavant, l'Anschluss a eu lieu en Autriche, que la Tchécoslovaquie vient d'être démantelée et qu'une partie de celle-ci est annexée à l'Allemagne nazie. En Hongrie, le gouvernement autoritaire, pour ne pas dire fascisant, de l'amiral Horthy a déjà édicté un certain nombre de lois raciales qui limitent notamment la présence des étudiants juifs dans les universités. Face aux menaces qui s'accumulent, les parents du jeune Imre jugent opportun de l'envoyer poursuivre ses études dans une « démocratie ».

Il est inscrit à l'école Violet à Paris où il suit des cours jusqu'en mai 1940. À cette date, il quitte Paris pour Clermont-Ferrand, où il séjourne quelque temps, puis gagne Grenoble où il s'inscrit à l'IEG³. Là, il retrouve quelques étudiants hongrois qui sont dans la même situation que lui, mais aussi des Polonais et des Roumains. Pendant deux ans, il mène une vie tranquille d'étudiant dans une ville de la « zone libre ». Ses parents lui envoient de quoi vivre. Il s'intéresse certes à ce qui se passe dans le monde et notamment en Europe centrale. Il a des points de vue sur ces événements et partage avec ses camarades hongrois des convictions antifascistes, mais il ne s'engage pas. Son statut d'étranger lui laisse d'ailleurs peu de marge de manœuvre dans ce domaine.

Le régime de Vichy qui, dès 1940, a voté un certain nombre de lois racistes et antisémites et organise l'enfermement de bon nombre d'étrangers dans des camps, procède en août 1942 – quelques semaines après la grande rafle du Vél' d'Hiv – à l'arrestation des juifs d'origine étrangère de la zone Sud. Imre est arrêté... et libéré le soir même comme de nombreux Hongrois, sur intervention de l'ambassade de Hongrie à Vichy.

L'alerte a été chaude et, à partir de cette date, Imre recherche le contact avec la Résistance. Dès l'automne 1942, il est mis en relation avec des éléments de la Jeunesse communiste française et du Mouvement pour l'indépendance hongroise, animé notamment par des militants hongrois des Brigades internationales réfugiés en France.

En septembre 1943, Imre entre chez les FTP-MOI, organisation dont la direction et les cadres sont, dans leur très grande majorité, communistes. Jusqu'à la Libération, il sera combattant « à plein-temps », rémunéré – certes modestement – par son organisation. Il participe à de nombreux déraillements, à des sabotages d'entreprises travaillant pour l'ennemi, à des attaques contre des détachements allemands, etc. Le 16 décembre 1943, il exécute dans une rue de Grenoble – en compagnie d'un autre combattant, André Katz, hongrois comme lui – l'officier allemand Hoffmann, responsable de la censure de la presse grenobloise, qui sortait des locaux de la Gestapo. Cela constitue sans doute l'expérience la plus traumatisante de toute sa vie, même s'il pense aujourd'hui encore que cette action était nécessaire et qu'il la referait, s'il fallait la refaire.

Lorsqu'arrive la Libération, Imre, qui est alors responsable du service de renseignement des FTP-MOI grenoblois, est intégré à la 3^e demi-brigade alpine d'une armée française en voie de reconstitution. Mais, dès la fin de l'année 1944, il est démobilisé sur sa demande. Le fils, séparé de sa famille depuis 1939 et qui n'en a plus de nouvelles depuis des mois, a hâte de savoir ce qu'il est advenu de ses parents. Le militant communiste qu'il est maintenant est impatient d'aller construire dans son pays d'origine une société nouvelle. Après un périple long et compliqué à travers l'Italie et la Yougoslavie, il rejoint Budapest en avril 1945. Il milite dans les organisations de jeunesse du Parti communiste hongrois où des responsabilités lui sont rapidement confiées. Après avoir repris des études d'économie, il est nommé à l'Office du plan.

En 1949, lors du procès Rajk, d'autres résistants hongrois, rentrés à Budapest en même temps et par les mêmes voies que lui, sont arrêtés. Lui ne l'est pas, il n'a en effet « rien à se reprocher ». À l'époque, il pense que si les autres sont arrêtés et condamnés, c'est qu'ils sont certainement coupables de ce qu'on leur reproche. Il ne lui vient pas encore à l'esprit que ces procès peuvent être truqués. Mais, petit à petit, ses yeux s'ouvrent. Le « procès des blouses blanches » en URSS, les premières révélations sur les crimes de Staline, les réhabilitations de victimes de la répression, tout cela concourt à faire prendre conscience à Imre des « imperfections du système ».

Dans les mois qui précèdent octobre 1956, il est de ceux qui pensent que le régime communiste peut et doit être amendé. Il se reconnaît dans les réformes que réclament les étudiants et participe aux manifestations de soutien à Imre Nagy. Mais ce sont les chars soviétiques qui sont envoyés pour toute réponse. Pour avoir refusé de reconnaître le caractère « contre-révolutionnaire » des événements d'octobre-novembre 1956 et de réadhérer au Parti communiste, Imre est licencié de son poste de responsable de la chaîne nationale des grands magasins où il avait été

nommé en 1954. Pendant plusieurs années, il travaille alors comme ouvrier dans une coopérative de fabrication d'accessoires électriques pour automobiles.

En 1961, Imre Bóc est sorti de son purgatoire pour aller travailler à l'Institut de contrôle de la qualité, un équivalent hongrois de notre Institut national de la consommation. En 1970, il participe à la création d'un journal de défense des consommateurs, auquel il collaborera jusqu'à la disparition de celui-ci en 1985. Il contribuera enfin à la mise sur pied d'émissions de télévision sur les problèmes de consommation et d'écologie.

C'est avec beaucoup d'espoir qu'il suit la chute du mur de Berlin et la fin du communisme dans les dites « démocraties populaires ». Mais cet écroulement débouche, hélas sur des situations de conflit et d'instabilité qui n'ont souvent rien d'exaltant. La fin du communisme libère des démons que l'éteignoir totalitaire avait plus ou moins réussi à faire taire. En Hongrie réapparaissent, comme dans beaucoup de pays ex-communistes, racisme, xénophobie et antisémitisme. Avec le retour en Hongrie des cendres de l'amiral Horthy et l'hommage rendu par une partie du personnel politique à celui qui avait fait voter les premières lois antisémites en Europe, avec l'apparition publique d'une organisation politique d'extrême droite, le Jobbik, ouvertement antisémite et se réclamant des Croix fléchées – soit l'équivalent de notre Milice sous Vichy – la boucle est bouclée. Imre ne baisse pourtant pas les bras. Convaincu que rien n'est jamais acquis, il pense que le combat contre la « bête immonde », sous toutes ses formes, est à recommencer éternellement.

Une chronique sans animosité, ni langue de bois

Le texte d'Imre Bóc se présente comme un « roman historique », mais comme l'auteur le précise dans un chapitre final, l'essentiel des événements et des personnages qui nous sont présentés relève de la réalité. Les dialogues sont bien évidemment réinventés, mais correspondent très précisément, dans la plupart des cas, à des échanges qui ont véritablement eu lieu. Pour assurer du liant entre certains événements, quelques personnages et quelques anecdotes – très peu en fait – sont introduits dans un récit par ailleurs très réaliste. Au texte initial paru en Hongrie en 1980, Imre a intégré deux autres de ses écrits, basés eux aussi sur des faits réels, une nouvelle racontant la solitude du combattant en zone urbaine et une pièce radiophonique consacrée à un tragique malentendu qui coûta la vie à un de ses camarades le jour de la libération de Grenoble.

Si le texte français s'intitule *Grenoble, de l'occupation à la liberté*, la traduction littérale du titre hongrois est *Dernières et premières semaines*, c'est-à-dire qu'Imre traite des dernières semaines de l'occupation allemande à Grenoble et des premières

de la liberté retrouvée, soit une période allant de juin à septembre 1944. Ce texte est d'autant plus intéressant qu'il traite de faits qui ont été assez peu évoqués et sur lesquels il a été peu écrit, à savoir la vie des combattants clandestins en ville. Il existe de nombreux récits de maquis, mais on a relativement peu de témoignages de ces résistants qui menaient ce qu'on n'appelait pas encore, mais qui était déjà « la guérilla urbaine ». Si la vie au maquis n'était pas vraiment une partie de plaisir, celle des clandestins urbains était particulièrement éprouvante, stressante, à tel point qu'on les envoyait parfois au maquis pour se reposer et se ressourcer.

Les opérations étaient assez fréquentes, ces résistants se retrouvaient alors à plusieurs, mais dès l'action terminée, le clandestin se retrouvait seul, séparé de ses camarades, et à la merci d'une rafle ou d'un contrôle d'identité. Imre parle sans honte de la peur qui l'étreignait quasiment en permanence. Il évoque les règles strictes de la clandestinité qui seules garantissaient la sécurité, mais qu'il était impossible de respecter à la lettre. Les combattants ne pouvaient passer leurs journées dans les chambres qu'ils louaient, car ils auraient alors, par leur inactivité, suscité la curiosité de leurs voisins qui leur croyaient une activité professionnelle régulière. Ils erraient donc les jours sans action – et il y en avait beaucoup – dans la ville, se retournant discrètement ou jouant des reflets dans les vitrines pour vérifier qu'ils n'étaient pas suivis. Mais la pression était telle, la solitude si oppressante que, en dépit des consignes, ces hommes se retrouvaient parfois à deux et même plus, pour aller au cinéma ou au restaurant, ce qui était strictement interdit. Peu de textes nous décrivent avec autant de précision cette tension permanente à laquelle était soumis le combattant clandestin en zone urbaine.

Par ailleurs, Imre évoque, sans langue de bois, les divergences profondes qui opposaient les différentes organisations de Résistance sur le plan de la lutte armée – action immédiate ou attente du débarquement, concentration dans les maquis ou lutte en zone urbaine, guérilla ou affrontement frontal – divergences qui sont souvent minimisées ou même passées sous silence dans beaucoup de récits, au nom d'une certaine solidarité résistante. Cela dit, si les relations étaient souvent très tendues entre les organisations, une réelle fraternité, qui avait parfois du mal à se manifester, existait entre les individus à la base. En témoignent les relations assez complexes, faites de méfiance et de sympathie à la fois, qu'Imre, membre d'une organisation contrôlée par les communistes, entretient avec l'émissaire de l'AS⁴ gaulliste qu'il rencontre régulièrement.

La deuxième partie du récit d'Imre traite des semaines qui ont suivi le départ des Allemands de Grenoble et, là encore, son texte est d'un très grand intérêt. S'il évoque la joie immense de la Libération, il pointe aussi le désordre et la confusion qui règnent. Il constate que ce peuple, au nom duquel lui et ses camarades se sont

battus, peut aussi être cette foule hurlante et effrayante capable du pire, cette foule qui tond, sans état d'âme, celles qui sont supposées s'être livrées à ce qu'on appelait alors « la collaboration horizontale », qui n'hésite pas à lyncher celui qui est désigné à la vindicte et qui s'avère par la suite être un véritable résistant. Par ailleurs, la rivalité entre organisations gaullistes et communistes se poursuit. On continue à se méfier les uns des autres. C'est à qui occupe le terrain le premier. Du côté des FTP, on en est même à garder cachées des armes, pour le cas où on en aurait besoin... Si cette animosité entre résistants perdure, apparaît très vite, dans les semaines qui suivent la Libération, une nouvelle fracture, celle qui oppose les organisations issues de la Résistance aux forces politiques traditionnelles qui, progressivement, reprennent les rênes du pouvoir, alors que les véritables résistants, ceux qui ont combattu les armes à la main, ont le sentiment d'être abandonnés, laissés sur le bord du chemin. À cette occasion, se reconstitue, certes de façon éphémère, une certaine solidarité entre tous les résistants qui, malgré des divergences importantes, ont vécu le combat clandestin ensemble.

On est loin des images d'Épinal d'une résistance unie et solidaire dans la lutte contre l'occupant, d'une victoire fêtée dans la joie et l'unité... Ce qui fait la valeur de ce texte, c'est son authenticité, son respect de la complexité des situations d'alors. Chez Imre, point de vision manichéenne, ni héroïsante, ni unanimiste, et point non plus de règlements de compte. Imre met le doigt sur les contradictions qui existaient, mais sans animosité aucune, ni envers les uns, ni envers les autres. Certes, il a écrit son texte dans les années 1970, c'est-à-dire un quart de siècle après la fin de la seconde guerre mondiale, ce qui lui permet un certain recul, lui donne une compréhension des événements qu'il n'était sans doute pas possible d'avoir à chaud. Et la distance ne diminue en rien la précision de ces terribles événements qui se sont véritablement imprimés dans son souvenir. Dans ce texte cohabitent finalement l'authenticité, l'émotion et une certaine sérénité face à cette histoire.

Claude Collin,
Université Stendhal, Grenoble

*De la clandestinité
à l'insurrection manquée*

La carte

En ouvrant le journal *Le Monde* du 27 juillet 1974, une carte me saute aux yeux : celle du Vercors. Y apparaissent des noms qui me sont connus : Grenoble, Vizille, Villard-de-Lans, Saint-Nizier... et qui évoquent pour moi « la tragédie du Vercors ». La première phrase de l'article le confirme : « Aujourd'hui, cela fait 30 ans que le quartier général du maréchal von Rundstedt recevait, le 27 juillet 1944, le télégramme suivant : Action Vercors... »⁵

Cette période de ma vie, pendant les semaines qui avaient précédé puis suivi la Libération, avait été très mouvementée. Grenoble n'est qu'une petite tache sur cette carte. C'est là que je vivais, quand, sur le sommet de Saint-Nizier, fut hissé le drapeau tricolore, marqué de la croix de Lorraine du général de Gaulle. J'étais à cet instant même sur la place Saint-Bruno pour retirer mon courrier que je faisais envoyer "poste restante", comme l'imposait la clandestinité. En sortant, j'avais vu des gens se regrouper et faire de grands gestes en se montrant le drapeau. Nous savions que la liberté était proche. Le danger, les risques, nous les connaissions mais il serait faux de dire que nous y étions habitués. Ce qui était nouveau, c'était de sentir qu'il ne fallait plus que quelques semaines, quelques jours peut-être, pour que tout cela finisse. Nous étions impatients et aurions aimé accélérer le temps si nous en avions eu la possibilité.

Autour de nous mais aussi en nous-même, les choses changeaient. Le temps s'écoulait différemment, à très grande vitesse. Il nous paraissait épais et consistant. C'était comme s'il se cassait en morceaux et que ces morceaux s'assemblaient ensuite pour produire une vision complète de la réalité.

Quand avait débuté cette métamorphose du temps ? Peut-être avec le débarquement du 6 juin. Comment se manifestait-elle ? Par de petits indices, de petites touches. Sur l'étalage de la plus grande librairie de la ville, la librairie Arthaud, Grand-Rue, apparaissaient par exemple les nouvelles cartes d'état-major du front russe qui suivaient l'offensive des Soviétiques à un rythme de plus en plus rapide. Nous achetions fiévreusement ces cartes des champs d'opérations militaires pour voir le front se déplacer vers l'ouest et découvrir des localités inconnues et pourtant mentionnées dans les communiqués de l'état-major allemand quand ils évoquaient la « retraite élastique » ou le « raccourcissement » du front. Après le débarquement, apparurent aussi les cartes de la côte normande. Sur les murs, on collait des affiches, non plus des tracts, de vraies affiches signées du « préfet du maquis »⁶. L'emblème de la République y remplaçait celui de l'« État français » du maréchal Pétain. On y communiquait les décisions du Conseil national de la Résistance (CNR)⁷ et les décrets du préfet, par exemple sur le prix de vente des œufs, qui était strictement observé sur les marchés. Les membres de la Milice y étaient déclarés hors-la-loi.

Nous restions plongés dans nos rêveries mais la lutte continuait : on faisait sauter les usines qui travaillaient pour l'ennemi, on continuait à faire dérailler des trains militaires, à exécuter des traîtres, à combattre les Allemands. Nous attaquions par exemple les garages de la Wehrmacht et faisions sauter les camions militaires. Entre deux actions, nous essayions d'imaginer ce que serait la vie après la fin de l'occupation, après le fascisme. Quel rôle allions-nous jouer dans ce monde nouveau ?

Nous faisons des rêves alors que nous vivions sous un régime de terreur, toujours cruel et sanguinaire, mais dont la désagrégation devenait visible de jour en jour. Nous savions que le temps pressait aussi pour nos ennemis et qu'il leur fallait profiter des derniers instants où ils conservaient encore du pouvoir. Ils enlevaient des personnes dont on retrouvait les cadavres dans les fossés, procédaient à des rafles, arrêtaient des jeunes... Même parmi les « collabos », apparaissaient ceux qui, voyant le vent tourner, disaient vouloir aider « nos fils qui combattent dans les forêts » et leur préparaient des colis de vivres et de médicaments.

Il y avait dans cette ambiance quelque chose d'irréel, peut-être parce que la réalité du moment était encore en complète contradiction avec la réalité qui allait naître le lendemain. Les occupants voulaient se montrer fermes et indéboulonnables, pourtant tout le monde savait que leur domination s'achevait. L'absurdité de cette situation se manifestait fréquemment, par exemple quand des hommes prenaient le tram pour rejoindre leurs maquis situés dans des territoires déjà entièrement contrôlés par les unités de la Résistance. Au départ, en ville, c'était encore le peloton allemand qui contrôlait les voyageurs mais au terminus, c'étaient les maquisards. Nos agents de liaison ne se cachaient plus et portaient avec des instructions en clair, portant le cachet de l'organisation et la signature du commandant. Dans les territoires libérés, on vendait des journaux de la Résistance alors que continuaient les rafles, les arrestations, les exécutions. Bien que l'issue de la lutte fût déjà connue, celle-ci n'était pas encore terminée.

Trente-cinq ans ont passé depuis... J'ai pris la décision de publier l'histoire de ces quelques semaines troubles. J'ai hésité pourtant, doutant de pouvoir apporter des informations nouvelles sur cette période déjà documentée par tant de publications. Ma mémoire serait-elle fidèle ? N'allais-je pas commettre des erreurs après tant d'années ?

Le BCC

J'ai emprunté avec prudence l'avenue Alsace-Lorraine et, comme j'en avais l'habitude, je suis passé devant le bureau tout en restant sur le trottoir d'en face. J'ai soigneusement promené mon regard autour de moi : tout paraissait tranquille. L'ornement chromé de la devanture étincelait dans la lumière du soleil de juin. L'enseigne du Bureau central de construction – nous l'appelions : « le BCC » – y brillait. Je jetais d'abord un regard à la deuxième fenêtre à gauche de la porte d'entrée. Le rideau était levé : c'était le signe qu'il n'y avait pas de danger, en principe.

Je suis allé jusqu'au carrefour suivant, j'ai traversé l'avenue et commencé à revenir en direction du bureau. La porte d'entrée s'ouvrait sur un vestibule d'où on pouvait entrer au secrétariat, puis dans le bureau du « capitaine Rocher »⁸. Un coup d'œil à ma montre indiquait qu'il était exactement dix heures du matin : j'étais à l'heure. Annette, la secrétaire, bavardait avec Beaulieu, le comptable. J'ai demandé à être annoncé à Rocher. Je passais là depuis plus de trois mois, mais cette cérémonie se répétait chaque fois que je venais. Je ne savais pas si Annette et Beaulieu étaient initiés aux affaires du BCC. Peut-être que pour eux Rocher n'était que le patron du bureau d'études et moi un simple client. Mais j'imaginais qu'ils savaient que le BCC était en réalité le centre régional du service de renseignement, sans toutefois pouvoir leur poser la question : la clandestinité l'exigeait.

Annette me fit signe d'entrer. Je revois le bureau de « Rocher », élégamment meublé à la mode de l'époque, comme si c'était hier. C'est dans ce bureau – ainsi que dans le petit appartement du fond de la cour du 2 bis rue du Docteur-Hermitte (Chemin des Pourrettes) où se trouvait le dépôt d'armes des FTP-MOI du détachement « Liberté » – que nous discutons, prenions des résolutions et décidions de ce qu'il y avait lieu de faire dans nos vies comme dans celles de nos ennemis. J'ai gardé en mémoire l'aménagement de ce bureau, des fauteuils en cuir où l'on s'enfonçait, des murs tapissés de plans, l'immense table de travail de Rocher et la petite étagère présentant les maquettes des maisons et des constructions. Le colonel Luc Fabre⁹ était déjà assis dans le bureau de Rocher. Les jambes croisées, il s'appuyait nonchalamment sur le dos du fauteuil, en plissant le front, l'air soucieux. Rocher faisait les cent pas en expliquant quelque chose à Luc. Pour moi, le colonel Fabre demeurait « Luc », mais Rocher le nommait toujours « Fabre ». Comme Luc m'appelait toujours « Pierre », tandis que Rocher m'appelait constamment « lieutenant Berthier »¹⁰.

Il n'y avait que quelques mois que les groupes français et étrangers de l'organisation militaire du Front national¹¹ – les FTPF et les FTP-MOI –, relevaient à

Grenoble du même commandement¹². Soudain, nous avions des titres et des grades. Luc devenait le colonel Fabre, commandant militaire de la région, moi je devenais le lieutenant Berthier, l'adjoint du capitaine Rocher, chef régional du service de renseignement, qu'on appelait le service « B ». On m'expliqua que tout cela serait nécessaire après la Libération, quand nous allions devoir faire reconnaître nos états de service dans la Résistance. Au demeurant, dans les organisations gaullistes, on attachait beaucoup d'importance aux grades militaires et, comme nous étions déjà en relation étroite avec eux, nous ne pouvions négocier qu'à grades égaux. Tout cela nous faisait sourire. Auparavant, nous n'avions pas de grade, les groupes avaient un responsable militaire, les détachements des chefs militaires et politiques, et un technicien¹³. Nous ne nous soucions pas des grades, la paye était la même pour tous.

Mon nom de guerre, Pierre Berthier, je l'avais choisi moi-même, quand j'étais entré aux FTP. À ma première rencontre avec Rocher, j'avais été réellement surpris quand, me regardant d'un œil brillant, il m'apostropha : « Vous avez choisi un beau nom : Berthier. C'est celui d'un personnage mal connu de la glorieuse histoire de France, le maréchal Berthier. » Je ne savais pas alors qui était ce maréchal. J'avais choisi ce nom pour une tout autre raison. À l'IEG¹⁴, l'un de nos professeurs se nommait Berthier. Sa fille était très jolie et me plaisait beaucoup. C'est elle qui m'avait inspiré ce nom, même si je savais qu'elle était inapprochable pour l'étudiant étranger d'origine hongroise que j'étais. Mais je n'en avais pas parlé à Rocher, préférant chercher dans le Larousse pour savoir qui était ce maréchal.

« Salut Pierre », me dit Luc tandis que Rocher me saluait d'un « Bonjour Berthier ». Avec Rocher, on se vouvoyait, même si ce n'était pas l'habitude dans l'organisation et pas davantage parce que nous étions des étrangers et lui français. Car avec le capitaine Julien¹⁵, commandant militaire de notre maquis, et avec Fred Cardon, son officier de renseignement, qui étaient français, nous nous tutoyions. Dans notre organisation, on ne prêtait pas attention à qui était français ou à qui était étranger. Avec Rocher, c'était différent. Sa conduite, son air posé, sa façon d'être ôtaient toute idée de le tutoyer. Et cette idée ne nous est jamais venue. Il aurait pu nous le proposer, mais il ne l'a jamais fait.

« Nous sommes en train de discuter de votre message d'hier », dit Rocher en se tournant vers moi.

Je me doutais que le sujet de notre rencontre serait ce message car il y était question d'une affaire très importante. Duval, l'agent de liaison de l'organisation gaulliste, l'AS¹⁶, avec qui j'étais en contact, nous avait transmis la demande de son organisation de transférer tous nos groupes urbains et notre maquis dans le

Vercors. Il proposait d'évacuer la ville. Cette conception était contraire à notre tactique et à nos principes.

« Je ne les comprends pas, dit Luc, ils savent très bien que nous préférons agir en petits groupes mobiles de guérilla. Nous n'avons jamais été d'accord pour faire partie de grandes unités militaires, lourdes, difficiles à mettre en mouvement et ne pouvant par conséquent être utilisées que dans une stratégie d'affrontement direct et de défense.

– Oui, mais cette fois il s'agit d'autre chose, ajoutais-je avec prudence, car c'est là, sur le Vercors, qu'ils veulent mettre en place la première tête de pont de la France Libre au moment du débarquement. Alger leur a promis son assistance. Le Vercors sera le point d'appui intérieur du Gouvernement provisoire de la République dirigé par le Général. Il sera le centre de l'insurrection nationale dans la zone sud.

– À mon avis, dit Luc en me coupant la parole, ils veulent que nous quittons la ville pour qu'au moment de l'offensive des Alliés, l'insurrection populaire n'y dispose pas de bases militaires et que les Comités de libération ne puissent pas prendre le pouvoir.

– C'est possible, remarqua Rocher, mais la proposition doit tout de même être examinée. Si une bataille se prépare sur le Vercors et que notre organisation des FTP n'y prend pas part, cela peut avoir des conséquences très graves. Il serait préférable, Berthier, que vous nous disiez tout ce que vous savez sur le Vercors.

– Les données géographiques, vous les connaissez, je pense. Le sommet du Vercors, le Moucherotte, le village de Saint-Nizier, on peut les voir à l'œil nu. Le plateau, d'une longueur de 50 kilomètres, est protégé par des falaises de 1500 à 2000 mètres de haut qui ne peuvent être franchies que par quelques cols étroits. Ce sont les organisations gaullistes qui ont initié l'installation des maquis du Vercors, il y a deux ans déjà, fin 1942, sur l'ordre de Londres¹⁷. Il est évident que ce maquis sert un objectif central. Environ trois cents maquisards sont retranchés là-haut, qui, soit dit en passant, n'ont jusqu'ici pas été initiés au combat. Ce sont des jeunes qui ont fui le STO¹⁸, des ouvriers, des enseignants, des paysans. La population les a aidés, mais malgré ça, les deux hivers qu'ils ont passés là-haut ont été très durs. Il semble qu'il y ait eu un accord entre eux et la police locale, car leur existence était connue et ils n'ont pas été importunés. Tout au moins jusqu'ici. Mais depuis quelques semaines, je reçois des rapports de mes agents de renseignement : les gaullistes renforcent le Vercors, ils recrutent des jeunes et les envoient sur le plateau. Dernièrement, des officiers de carrière en position de disponibilité sont apparus au maquis. Même Alger y a envoyé des officiers instructeurs. Aussi le nombre des maquisards présents sur le Vercors dépasse déjà plusieurs milliers.

– Ça semble être une affaire importante, dit Rocher en se tournant vers Luc. Quel est votre avis, Fabre, ne devrions-nous pas envoyer quand même quelques groupes ? Ne serait-ce que pour y être présents ?

– Cette histoire ne me plaît pas du tout, dit Luc en secouant la tête. Un groupement de plusieurs milliers de maquisards, sous les yeux des Allemands, des GMR¹⁹, de la Milice ? Vont-ils regarder tout cela sans rien faire ? L'instruction militaire est assurée par des officiers de carrière, qui jusqu'ici se tenaient à distance de la Résistance. Ils jouent aux soldats. Quant aux promesses d'Alger... Ils nous ont également promis des armes, et qu'avons-nous reçu jusqu'ici ? »

Pendant une seconde et une seule, un soupçon m'a effleuré : peut-être que Luc avait peur de perdre son pouvoir de commandant ? Mais j'ai tout de suite écarté ce soupçon. Impossible. Luc se faisait du souci pour nous, il voulait nous protéger.

« Selon mes informations, une grande quantité d'armes a été rassemblée sur le Vercors, ai-je fait remarquer.

– Des armes légères dont nous aurions grand besoin, ici, dans la ville, et dans nos maquis. Si sur le Vercors la situation devient sérieuse, elles ne leur serviront pas à grand-chose. Non, Pierre, pas question, nous ne monterons pas.

– Et que dois-je dire à Duval ?

– Joue la montre. Il ne faut pas tout de suite rejeter leur proposition car on aura encore besoin d'eux. Peut-être nous donneront-ils vraiment des armes un jour. Dis-lui que nous allons réfléchir à son projet, mais que nos tâches militaires ne nous permettent pas d'évacuer la ville en ce moment. Nous devons gagner du temps. » Luc me parut fermement décidé.

Gagner du temps, notre vie en dépend ! « *Qui habet tempus, habet vitam* ». J'avais appris au lycée ce proverbe latin qui ne m'a jamais paru aussi vrai qu'alors. À vrai dire, je détestais le latin au lycée. La façon de penser des Latins, je l'ai apprise ici, en France. C'est ici, en effet, que j'ai pris goût à la pensée latine, à l'humanisme, à la conception de la vie des Latins, à leur amour de la vie... « *Qui habet tempus...* » Le message insistant de Duval avait réveillé mon instinct de survie. Évacuer la ville, monter au Vercors, quitter ce piège qui était en train de se refermer sur nous, partir de cette ville, où le danger nous menaçait à chaque instant, échapper à l'emprise de l'occupant, tenir bon jusqu'à la fin sur le plateau du Vercors, peut-être dans des conditions difficiles, mais qu'importe !... Libre ! »

J'ai fait une dernière tentative :

« La demande de Duval était très pressante.

– Bien sûr, il a reçu l'ordre de son supérieur d'essayer d'intégrer les FTP de la région dans le maquis du Vercors. Non, nous ne monterons pas. »

Rocher fit un signe de tête approuvateur, la question était tranchée.

« Demain, dans la nuit il y aura un parachutage. J'ai fait cette remarque d'un ton résigné.

– Pour nous ?!, demanda Luc en sursautant.

– On n'en est pas encore là. Non, c'est pour les gaullistes. Mais je connais le lieu et l'heure.

– Par Duval ?

– Non. Duval ne m'en a pas soufflé mot. C'est par un message de la BBC dont un de mes agents connaît les codes. Demain, à une heure du matin, l'aviation britannique va parachuter des armes sur une clairière d'une forêt voisine. Je sais par d'autres sources, que tous les groupes de l'unité de Duval sont mobilisés.

– C'est bien. Alors nous nous mobiliserons aussi, nous y serons. Peut-être pourrions-nous prendre possession de quelques containers. Nous avons tant besoin d'armes.

– Mais cela peut nous poser des problèmes, Luc. L'envoi ne nous est pas destiné.

– Je le sais. Mais nous manquons plus d'armes qu'eux. Nous, nous nous en servons de ces armes. Je ne pense pas qu'ils nous tireront dessus parce que nous leur chapardons quelques containers, tout de même. Ce n'est pas seulement avec des promesses qu'on peut mener la lutte.

– Je suis d'accord, hoché de la tête Rocher. Berthier, mettez-vous tout de suite en contact avec Fred Cardon, l'officier de renseignement du capitaine Julien, et signalez-lui le parachutage pour que le capitaine y envoie quelques groupes. Et faites monter des agents au Vercors, nous devons savoir ce qui se passe là-haut. »

C'est ainsi que nous avons quitté le BCC, Luc et moi.

« C'est ridicule et lamentable, murmurai-je.

– Quoi ?, sursauta Luc.

– Nous vivons ici, dans la zone sud occupée par les Allemands, avec la Gestapo, la Milice, la police, les gendarmes sur le dos, nous sommes comme un gibier traqué, hors-la-loi. Et pendant ce temps-là, les forces de la Résistance se suspectent mutuellement, finissent et passent leur temps à deviner les arrière-pensées des uns et des autres.

– N'avons-nous pas nos raisons ?, demanda Luc en se tournant vers moi. Tu sais comme moi que la Résistance, dirigée par Londres et Alger, est politiquement manipulée. Et assez souvent contre nous. Même, j'ose le dire, plus souvent contre nous que contre les occupants. C'est clair, non ?

– Oui, c'est clair. Mais, de leur côté, ils disent la même chose. Que nous aussi, nous combattons avec des visées politiques derrière la tête. Après la Libération, nous voulons remettre le pouvoir aux forces populaires. Et c'est vrai aussi.

– Oui et nous n'en faisons pas secret. Si par « forces populaires » tu penses aux organisations locales de la Résistance, au Conseil national de la Résistance, et par « buts politiques », tu entends l'anéantissement du fascisme, c'est vrai. Nous nous efforçons de réaliser le programme officiel élaboré par le CNR²⁰, programme qu'ils ont accepté eux aussi, en tant que membres de ce Conseil. »

Luc a formulé ses phrases avec précision, en pesant chaque mot, pourtant et bien que nous soyons entre nous, il n'a pas invoqué le Parti²¹ mais le CNR.

Je lui ai alors posé une question : « Selon toi, qu'est-ce qui est plus important ? La Libération ou ce qui va suivre ? »

– Cette question n'a pas de sens. Les deux sont inséparables.

– Tu en es sûr ? En prêtant plus d'attention à ce qui se passera après la Libération qu'à la lutte que nous menons actuellement contre l'occupant, nous retardons peut-être la Libération et nous compromettons l'efficacité du combat.

– Ça ne tient pas à nous. Dis-moi, Pierre, selon toi, est-ce que Duval est un homme honnête ?

– Absolument ! Il lutte honnêtement contre les Allemands et pour la France.

– Alors comment expliques-tu, qu'il ne t'ait rien dit du parachutage ? Pourtant, selon la résolution du Conseil national de la Résistance, nous devrions justement partager entre nous les armes parachutées. »

Je me tus. Que pouvais-je répondre à ça ? Luc avait malheureusement raison.

« Alors tu vois. Ils nous forcent à adopter cette tactique avec eux.

– Combien de victimes a provoqué et provoquera encore ce petit jeu ?, lui ai-je répondu tout bas. »

En quittant le BCC sous le soleil paisible de juin, rien ne laissait supposer qu'il y ait un danger. J'ai tout de même ressenti cette angoisse qui revenait depuis huit mois à chacune des actions dans lesquelles j'étais engagé depuis le moment où j'avais commencé à participer à la lutte armée. Au lieu de disparaître avec le temps, l'angoisse, la peur du danger, des tortures et de la mort ne faisaient qu'augmenter, et ne me lâchaient presque plus maintenant. Elles m'accompagnaient durant les actions, pendant les rendez-vous avec les copains, elles se cachaient dans les rues et les places, elles occupaient la solitude dans laquelle je me trouvais avant de glisser dans le sommeil et me rejoignaient dès le réveil, étourdi. Des idées délirantes m'assaillaient, compagnes inséparables de la peur et de l'angoisse. Mon imagination me faisait imaginer avec beaucoup de précision les détails possibles d'une « chute »²². Me dirigeant vers le poste de commandement de l'organisation, je me vois arrêté par des inspecteurs qui me tombent dessus dès mon entrée dans le local. Je tire mon revolver, une fusillade commence, je suis blessé, on m'arrête, on me torture... En allant au rendez-vous, je me fais des idées, j'imagine que celui que je dois rencontrer est suivi par la police. Dès que j'arrive, la rue est bloquée par les policiers, le regard de mon copain m'évite, pour ne pas me démasquer, mais l'identité de chacun est vérifiée, on constate que ma carte d'identité est fausse, je suis arrêté... En passant par les rues, je redoute d'être reconnu car on m'a vu participer à une action, on me démasque, on appelle la police... Quand je me réveille à l'aube dans ma chambre clandestine, j'écoute le moindre bruit, l'esprit tendu. C'est peut-être maintenant qu'ils arrivent, qu'ils enfoncent la porte, car le voisin m'a dénoncé...

En sortant du BBC, je jette des regards angoissés. En quittant le porche d'une maison, je me retourne presque à chaque pas pour voir si je ne suis pas suivi.

Je m'arrête devant les étalages pour observer dans le reflet des vitrines si personne n'est à mes trousses. Dans ma poche, ma main serre le revolver. Mais à cet instant, tout est tranquille. Je respire profondément pour ralentir le rythme de mon poulx. La ville vit sa vie d'occupation. Sur les murs, sont affichés les ordres de la Kommandantur et les affiches de propagande. Devant les magasins d'alimentation où se regroupent les passants, les queues s'allongent. Je traverse la place Grenette, pour prendre la direction de la Grand-Rue, où se trouvent la maison à double issue et la boîte aux lettres de Duval.

J'imagine que Duval est tombé – ils sont incompetents pour ce qui est de la clandestinité. On surveille sa boîte aux lettres et on va m'arrêter au moment où je glisserai un message pour l'inviter à un rendez-vous. En arrivant devant cette maison, j'observe d'abord le terrain. Je ne vois personne. Je me décide enfin à rentrer. Je dirige mes pas vers la boîte aux lettres, mais une force mystérieuse me contraint à continuer, m'empêche de m'arrêter devant la boîte et d'y glisser ma lettre. Comme si ma main se paralysait, mes pieds m'emportent. Je traverse la cour vers la sortie de l'autre côté de la maison. D'abord je promène mon regard autour de moi et, s'il n'y a personne, j'y retourne. Je sais que c'est bête, car si quelqu'un m'observait, il verrait que je suis revenu sur mes pas. Mais personne n'est en vue et la maison paraît être vide. J'ai la sensation qu'on me regarde depuis les fenêtres. Mais je me force, m'avance vers la boîte aux lettres et glisse mon message d'un geste rapide. Je pousse un soupir : ça y est ! Et je me sens ridicule en quittant rapidement la maison. Mais que m'arrive-t-il ? Pourquoi la simple transmission d'un message me met-elle dans un tel état de tension, me fait-elle tellement peur ? Objectivement, cette peur n'est pas tout à fait déraisonnable. Le danger rôde partout autour de nous. Le risque, en transmettant un message, est aussi important que celui que l'on court pendant une action armée. Quelqu'un qui observerait cela de l'extérieur aurait peut-être du mal à le croire. Mais nous, nous le savons très bien, ce danger est réel, les scénarios que nous imaginons peuvent devenir réels à chaque instant. Nos martyrs pourraient confirmer qu'aller à un rendez-vous clandestin, passer un message, rendre visite à un copain à son domicile, tout cela est aussi dangereux qu'accomplir une action armée. Et cela, si nous survivons, personne ne le croira.

Je poursuis mon chemin vers mon domicile. J'habite dans une petite maison familiale, 71 rue des Eaux-Claires, qui appartient à une famille d'ouvriers. L'homme travaille à la ganterie, les deux filles aussi, mais en tant qu'ouvrières à domicile, elles confectionnent des gants à la maison. La famille Mure occupe le rez-de-chaussée où se trouve la cuisine. Au premier, habite une famille hongroise, les Birós, c'est par leur intermédiaire que j'ai pu louer la mansarde. Je descends du tram cours Jean-Jaurès, prends la rue des Eaux-Claires, et la solitude m'envahit.